

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TRIMS/W/40

26 octobre 2004

(04-4528)

Comité des mesures concernant les  
investissements et liées au commerce

Original: anglais

## COMMUNICATION DE LA CHINE

La communication ci-après, datée du 25 octobre 2004, est distribuée à la demande de la délégation de la République populaire de Chine.

### MECANISME D'EXAMEN TRANSITOIRE AU TITRE DE LA SECTION 18 DU PROTOCOLE D'ACCESSION DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE ("CHINE")

Renseignements fournis par la Chine conformément à l'annexe 1A du  
Protocole d'accession de la République populaire de Chine

## II. POLITIQUE ECONOMIQUE

### 3. Régime d'investissement

- a) Révisions achevées des directives en matière d'investissement conformément à l'Accord sur l'OMC

La Chine a révisé le *Répertoire indicatif des branches de production pour l'investissement étranger* conformément à l'Accord sur l'OMC en 2002. Les renseignements pertinents figurent dans le document G/TRIMS/W/26.

## IV. POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES

### 8. Mesures concernant les investissements et liées au commerce

- a) Élimination et cessation de l'application des prescriptions relatives à l'équilibrage des échanges commerciaux et des opérations en devises, des compensations au titre de la teneur en éléments d'origine nationale et des résultats à l'exportation ainsi que des prescriptions relatives au transfert de technologie en vigueur au titre de lois, règlements ou autres mesures

Avant son accession à l'OMC, la Chine avait déjà modifié trois lois fondamentales concernant l'investissement étranger direct – la *Loi de la République populaire de Chine sur les coentreprises à capitaux chinois et étrangers*, la *Loi de la République populaire de Chine sur les coentreprises coopératives sino-étrangères* et la *Loi de la République populaire de Chine sur les entreprises à participation étrangère*, ainsi que leurs règlements d'application. La révision de ces lois et règlements d'application a abouti à l'élimination ou à la cessation de l'application de dispositions concernant

./.

l'équilibrage des opérations en devises, la teneur en éléments d'origine nationale, les prescriptions en matière de résultats à l'exportation et le transfert obligatoire de technologie.

- b) Modifications tendant à supprimer toutes les mesures applicables aux producteurs de véhicules automobiles qui comportent des restrictions concernant les catégories, types ou modèles de véhicules dont la production est autorisée (les mesures doivent être totalement supprimées deux ans après l'accession)

Conformément à la *Politique de développement de l'industrie automobile* récemment promulguée, les constructeurs automobiles sont libres de choisir la catégorie, le type et le modèle de leurs produits à la condition impérative de respecter les normes nationales. Parallèlement, la Politique dispose aussi qu'un investisseur étranger ne peut pas établir plus de deux coentreprises produisant des automobiles de la même catégorie (véhicules de tourisme, véhicules commerciaux ou motocycles). Cette limite ne s'applique pas aux investisseurs étrangers dans les cas où ils acquièrent d'autres entreprises nationales de construction automobile conjointement avec leurs partenaires chinois.

- c) Extension des limites dans lesquelles les investissements dans la fabrication de véhicules automobiles pourraient être approuvés par les autorités provinciales aux niveaux indiqués dans le Rapport

La nouvelle *Politique de développement de l'industrie automobile* réforme le système d'approbation par les pouvoirs publics des projets d'investissement des constructeurs automobiles. À l'exception de quelques projets d'investissement dans certaines catégories (spécifiées à l'article 43 de la Politique), soumis à un système de vérification, il est seulement obligatoire de notifier tous les projets aux pouvoirs publics avant leur mise en œuvre. Par ailleurs, le pouvoir administratif du gouvernement provincial est également élargi dans le cadre de la Politique.

---